

STATUTS DE L'ASSOCIATION

CORE & ÂME CÔTE DE NACRE

TITRE I - BUTS ET COMPOSITION

ARTICLE 1

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, (*sauf pour les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, soumis au droit local*), en application de la Loi n° 84-610 du 16 Juillet 1984 modifiée et ses décrets.

Cette association prend le titre : Core & Âme Côte De Nacre

Elle est membre du Comité Départemental du Calvados.

L'objet de l'association est de promouvoir les activités physiques et sportives de détente et de loisir à tous les âges et dans tous les milieux. Elle considère ces activités comme un élément important de l'éducation, de la culture, de la santé publique, de l'intégration et de la participation à la vie sociale.

Elle s'interdit toute discrimination basée notamment sur la race, le sexe, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Elle s'engage à respecter les droits de l'homme et la liberté d'opinion. Elle veille à l'observation des règles déontologiques définies par le CNOSF. Elle s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines pratiquées en son sein.

Sa durée est illimitée.

Le siège social est situé au 35 rue du Point du Jour, 14530 Luc-sur-Mer.
Il ne peut être transféré que par une délibération de l'Assemblée Générale.

La saison sportive suit le calendrier de l'année scolaire, débutant début septembre et s'achèvent début juillet. Néanmoins, les activités peuvent être maintenues durant les vacances scolaires.

L'exercice comptable court du 1^{er} Septembre au 31 Aout de chaque année.

ARTICLE 2

L'association comprend des membres adhérents à jour de leur cotisation « adhésion » et des membres d'honneur.

Les membres conservent ce statut le temps que leur « adhésion » soit valable.
Chaque « adhésion » donne accès à une ou plusieurs activités proposées par l'association, et

un nombre de séances spécifiques.

Une « adhésion » est valable 12 mois à partir de la date de paiement de la cotisation, ou jusqu'à écoulement du nombre de séances présentent dans cette « adhésion ».

Les membres d'honneur sont ceux qui ont rendu des services distingués à l'association. Ce titre est décerné par l'assemblée générale sur proposition du comité directeur. Il dispense du paiement de la cotisation et donne le droit d'assister avec voix consultative aux assemblées générales. Ce titre ne donne pas accès gratuitement aux activités proposées.

ARTICLE 3

Le montant de la cotisation « adhésion » et les modalités de versement sont fixés chaque année par l'Assemblée Générale.

Le montant de l'« adhésion » inclut la qualité de membre.

ARTICLE 4

La qualité de membre se perd par la radiation, la démission ou le décès.

La radiation est prononcée par le Comité Directeur pour non paiement de cotisation ou pour motif disciplinaire.

ARTICLE 5

Des sanctions disciplinaires peuvent être prononcées par le Comité Directeur.

Toute personne faisant l'objet d'une procédure disciplinaire doit être en mesure de préparer sa défense et doit être convoquée devant le Comité Directeur.

Elle peut demander l'accès au dossier et peut se faire assister par une personne de son choix, elle ne peut être représentée que par un avocat. Toute sanction doit être prise dans le respect des droits de la défense, des principes du contradictoire et de la proportionnalité de la sanction à la faute.

TITRE II - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ARTICLE 6

L'assemblée générale est convoquée par écrit par le Présidente un mois avant la date prévue par le Comité Directeur, elle se tient au plus tard la veille de l'échéance du sixième mois suivant la clôture de l'exercice. Le comité départemental est informé dans les mêmes délais. La convocation est accompagnée du procès-verbal de la dernière assemblée générale.

Elle se compose de tous les adhérents à jour de leur cotisation trois mois avant la date de l'Assemblée Générale. Les adhérents de moins de 16 ans seront représentés par leur tuteur légal.

Le Président peut inviter les salariés à assister à l'Assemblée Générale avec voix consultative. Le Bureau de l'Assemblée Générale est celui de l'association.

Elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers des membres.

L'ordre du jour est fixé par le Comité Directeur.

Elle approuve le procès-verbal de la précédente Assemblée Générale. Elle entend les différents rapports : moral, d'activité, financier, ainsi que celui des réviseurs aux comptes ou des commissaires aux comptes selon les modalités de la loi. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget de l'année en cours. Elle délibère sur les questions mises à l'ordre du jour. Elle pourvoit, le cas échéant, au renouvellement des membres du Comité Directeur et désigne les réviseurs aux comptes chargés de la vérification annuelle de la gestion.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Le vote par procuration est autorisé, chaque membre pouvant détenir au plus deux procurations. Le vote par correspondance n'est pas admis.

Le procès-verbal est signé par le Président et le trésorier, une copie est adressée au Comité Départemental, ou Régional le cas échéant.

TITRE III - ADMINISTRATION Section I - LE COMITÉ DIRECTEUR

ARTICLE 7

L'association est administrée par un Comité directeur de 5 membres.

Ces membres sont élus au scrutin secret, par l'Assemblée Générale, pour 4 ans.

Ils sont rééligibles.

Afin de respecter le principe d'égal accès des hommes et des femmes aux instances dirigeantes, la composition du Comité Directeur doit refléter celle de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 8

Est éligible tout membre majeur, à jour de sa cotisation.

Ne peuvent être élus au Comité Directeur :

1. Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales,
2. Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales,
3. Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps, pour manquement grave aux règles techniques du jeu, constituent une infraction à l'esprit sportif.

En cas de vacance, le Comité Directeur peut pourvoir, par cooptation, au remplacement des membres défaillants jusqu'à la prochaine assemblée au cours de laquelle les postes vacants seront soumis à candidature puis élection valable jusqu'à la fin du mandat en cours. Les membres cooptés ont voix délibérative.

ARTICLE 9

Une Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur si elle est convoquée avec ce point à l'ordre du jour.

Sa convocation doit avoir été demandée par le tiers de ses membres.
Les deux tiers des membres doivent être présents ou représentés.

La révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

ARTICLE 10

Le Comité Directeur se réunit au moins trois fois par an et toutes les fois qu'il est convoqué par le Président. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart des membres. Les décisions sont prises à la majorité absolue.
En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Comité Directeur ne peut délibérer valablement que si au moins le tiers des membres est présent. Le vote par procuration est interdit.

Les comptes rendus sont signés par le Président et la Trésorière.

ARTICLE 11

Le Comité Directeur vote avant chaque début d'exercice le budget préparé par la Trésorière. Aucune rétribution ne peut être attachée aux fonctions exercées au sein du Comité Directeur. Seuls les remboursements de frais sont possibles. Le Comité Directeur en vérifie les pièces justificatives.

ARTICLE 12

Tout projet de convention entrant dans le champ d'application de l'article L 612-5 du code de commerce est soumis à l'accord préalable du comité directeur statuant hors la présence de l'intéressé. La décision est motivée. Pour l'application de l'alinéa 1 de l'article L 612-5 du code de commerce, sont présumées personnes interposées entre l'association et l'un des membres de son comité directeur : les ascendants, descendants en ligne directe, conjoint ou cocontractant d'un Pacte Civil de Solidarité des membres du comité directeur, ainsi que toute personne physique ou morale avec laquelle un membre du comité directeur est en relations d'affaires habituelles. Ces conventions sont ensuite présentées pour information à la prochaine Assemblée Générale.

Section II - LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU

ARTICLE 13

En complément du Président Mr ANGER Germain, le Comité Directeur élit, parmi ses membres et à scrutin secret, un Bureau composé d'une trésorière, Mme ANGER Antoinette.

Le mandat du Bureau expire en même temps que celui du Comité Directeur.

Mme BAMAS Maud a été élue représentante légale des activités et du développement de l'association.

Les membres du Bureau, y compris la responsable légale des activités, peuvent être rémunérés pour les fonctions qu'ils exercent au sein de l'association, dès lors que cette rémunération correspond à un travail effectif et justifié.

Toute décision de rémunération doit être prise par l'Assemblée Générale à la majorité, sur la base d'un rapport motivé précisant la nature des missions et le montant de la rémunération.

Cette rémunération doit respecter les dispositions légales, fiscales et sociales en vigueur.

ARTICLE 14

Le Bureau se réunit au moins une fois tous les deux mois, et chaque fois que cela est nécessaire. Le vote par procuration est interdit.

Le Bureau présente à l'approbation du Comité Directeur, lors des réunions de celui-ci, un rapport moral et financier de situation. Le rejet global de ces rapports entraîne la démission du Bureau.

ARTICLE 15

Le Président convoque et préside l'Assemblée Générale, le Comité Directeur et le Bureau.

Il représente l'Association dans tous les actes de sa vie et est investi de tous les pouvoirs à cet effet. Il organise toutes les dépenses.

En cas d'absence aux réunions, il est remplacé par un Vice-président ou, à défaut, par le membre du Bureau le plus ancien.

En cas de vacances, un membre du bureau est désigné par un vote du bureau pour assurer l'intérim jusqu'à la plus proche assemblée générale.

ARTICLE 16

La Trésorière est chargée de tout ce qui concerne la gestion de l'Association. Elle tient ou fait tenir une comptabilité complète de l'ensemble des recettes et dépenses de l'association.

Elle effectue toutes les opérations financières et comptables en accord avec le Président, en fonction des décisions du Comité Directeur.

Elle établit le compte d'exploitation, le bilan et le budget, qu'il soumet au Comité Directeur.

Elle présente à l'Assemblée Générale le rapport financier.

TITRE IV - RESSOURCES

ARTICLE 17

Le Comité Directeur soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale, le montant annuel des cotisations comprenant la licence fédérale.

L'association peut percevoir, outre les cotisations, un droit d'inscription aux challenges et tournois, des subventions des collectivités territoriales ou autres, des dons, des partenariats, des recettes provenant de prestations ou de produits vendus etc.

TITRE V - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

ARTICLE 18

Les statuts peuvent être modifiés lors d'une Assemblée Générale extraordinaire convoquée à cet effet, sur proposition du Comité Directeur. La convocation à cette Assemblée Générale doit préciser dans l'ordre du jour les modifications proposées ou les raisons de la dissolution, et ce, un mois avant la date prévue pour son déroulement.

Le Comité départemental, ou régional le cas échéant, est informé dans les mêmes délais. Il peut déléguer un représentant à l'assemblée.

Une Assemblée Générale de modification des statuts ou de dissolution ne peut statuer que si les deux tiers des membres sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, au moins 15 jours après la première assemblée et avec un délai de quinzaine. A cette nouvelle assemblée, le quorum n'est pas obligatoire.

La modification des statuts ou la dissolution doit être votée à la majorité des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

ARTICLE 19

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation. En aucun cas les membres de l'association ne pourront se voir attribuer en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'Association.

L'actif net sera attribué à une ou plusieurs autres associations poursuivant des buts similaires et qui seront nommément désignées par l'assemblée après consultation du Comité Départemental, ou Régional le cas échéant.

ARTICLE 20

Le Comité Départemental, ou Régional le cas échéant, est informé, dans les meilleurs délais, de tout projet de modification des statuts ou de dissolution.

Toute modification de statuts ou changement de Président ou Trésorière, doit être déposée à la préfecture ou sous-préfecture de l'arrondissement dont l'association dépend.

Ces statuts ont été approuvés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27/06/2025 tenue à Luc-sur-Mer et faits en 2 exemplaires originaux.

Le Président

La trésorière

La responsable légale des activités



ANGER Germain

27/06/2025



ANGER Antoinette

27/06/2025



BAMAS Maud

27/06/2025